

Le déplacement des échanges

Le déplacement des échanges est un sujet habituellement soulevé en rapport avec une union douanière - structure que l'Europe a déjà mise en place - mais il a surgi également dans le cadre de l'UEM. Il est difficile de mesurer quantitativement les possibilités de déplacement par suite de l'Union monétaire. Le coût calculé par la Commission européenne, soit 0,4 % du PIB, n'est pas important à la lumière d'autres facteurs qui influent sur la compétitivité et touchera fort probablement surtout les opérations au détail de faible valeur en Europe, lesquelles sont moins exposées aux échanges internationaux avec l'extérieur de l'Union européenne. L'élimination de la volatilité des monnaies des pays de l'Union européenne pourra avoir une incidence limitée, mais les preuves empiriques des effets de la volatilité des monnaies sur les échanges commerciaux sont peu solides et, de toute manière, le coût de la volatilité des monnaies mesurée par l'écart acheteur-vendeur des opérations de couverture sur devises, est faible. On pourra peut-être observer des répercussions dans un deuxième temps si l'UEM favorise l'établissement de normes et de règlements à l'échelle de l'Union européenne, ce qui facilitera davantage les échanges commerciaux entre les pays de l'UE¹³. En bref, le potentiel de déplacement des échanges commerciaux présenté par l'UEM n'est pas important par rapport au déplacement commercial engendré par la formation de l'union douanière européenne ainsi que par l'élimination subséquente des obstacles au commerce entre les pays de l'Union européenne.

Le protectionnisme commercial

Même si certains estiment que l'UEM (conjugée à la déréglementation en Europe) sera propice à la croissance, à l'investissement et à un plus grand dynamisme de l'économie, elle peut aussi présenter de graves inconvénients. Certains éléments stratégiques pourraient se combiner et entraîner la stagnation de l'économie européenne après la mise en place de l'Union monétaire :

- l'incapacité des politiques monétaires nationales de tenir compte des situations économiques régionales différentes;
- le fait de ne pas opérer la déréglementation souhaitée des marchés de la main-d'oeuvre et des produits;
- le recours à une politique monétaire restrictive visant à protéger les cours externes de l'euro;

¹³Même si nous avons tendance à croire que le marché commun européen est chose faite, il existe encore bien des secteurs où la réglementation limite le commerce entre les pays membres. Par exemple, l'UE ne possède pas de normes communes relativement aux appareils électroménagers. Le secteur financier est aussi réglementé sur une base nationale.